

7 septembre 2017

## Nouvelle-Écosse

# Le gouvernement promulgue la loi 148, *Loi sur la durabilité des services publics (2015)*

- Entrevue avec Jason MacLean, le président du Syndicat des employés du  
gouvernement de la Nouvelle-Écosse -



Manifestation devant le parlement de Nouvelle-Écosse en décembre 2015 lorsque  
la loi 148 a été adoptée

## Nouvelle-Écosse

• Le gouvernement promulgue la loi 148, *Loi sur la durabilité des services publics (2015)* - Entrevue avec Jason MacLean, le président du Syndicat des employés du gouvernement de la Nouvelle-Écosse

## Québec

- Les paramédics en grève
- Entente de principe entre les paramédics et Urgences-Santé

## Salaberry-de-Valleyfield

- Adoptez un gréviste de CEZinc

## Colombie-Britannique

Appuyons les travailleurs de la Croix Bleue du Pacifique!

• « Mon intégrité n'est pas à vendre! » - Une travailleuse de la Croix Bleue en lock-out Anne Jamieson

- Le recours aux «services essentiels» et aux «consultants» pour briser les grèves
- Défendre les avantages sociaux des retraités de la Croix Bleue du Pacifique, c'est défendre les droits de tous
- La restructuration Blue-Cross/Blue Shield aux États-Unis: un signe de ce qui s'en vient?

Pour le reportage sur les activités de la Fête du travail à l'échelle du pays, lire *Le Marxiste-Léniniste* qui paraîtra le 9 septembre 2017

## Nouvelle-Écosse

# Le gouvernement promulgue la loi 148, Loi sur la durabilité des services publics (2015)

- Entrevue avec Jason MacLean, le président du Syndicat des employés du gouvernement de la Nouvelle-Écosse -



Manifestation devant le parlement de Nouvelle-Écosse en décembre 2015 contre l'adoption de la loi 148

Le 22 août, le gouvernement libéral majoritaire de Nouvelle-Écosse a promulgué la loi 148, *Loi sur la durabilité des services publics (2015)* qui est une attaque en règle contre les travailleurs du secteur public de Nouvelle-Écosse et leur droit de négocier leurs conditions de travail, en particulier leur droit de négocier des salaires qu'ils jugent acceptables. La loi a en fait été adoptée en 2015 mais elle n'avait jamais été promulguée et avait servi d'épée de Damoclès au-dessus de la tête des travailleurs du secteur public pour les amener à «accepter» des concessions antiouvrières et anti-services publics qu'ils n'auraient jamais acceptées si le processus de négociation avait été conforme au processus de négociations «libres et équitables» sans ingérence ouverte de la part de l'État au nom des intérêts privés. Le gouvernement de Stephen McNeil est ce même gouvernement qui a brutalement bafoué le droit des enseignants de Nouvelle-Écosse de négocier leurs conditions de travail en leur imposant une convention collective truffée de concessions par l'adoption de la loi 75 en février dernier.

Voici une entrevue qui a été réalisée avec Jason MacLean, le président du Syndicat des employés du gouvernement de la Nouvelle-Écosse (NSGEU). Le syndicat vient juste de lancer une contestation en cour contre la loi 148 visant à la faire déclarer inconstitutionnelle et en contravention avec la *Charte canadienne des droits et libertés*.

**Forum ouvrier :** Quels sont les aspects principaux de la loi 148 que le gouvernement de Nouvelle-Écosse vient de promulguer ?

**Jason MacLean :** Il y en a deux. La loi tout d'abord fixe un plafond pour les augmentations de salaire. Elle gèle les salaires pour les deux premières années de la convention et établit un plafond de 1 % et de 1,5 % pour les troisième et quatrième années du contrat et une augmentation additionnelle de 0,5 % le dernier jour de la quatrième année.

La loi comprend aussi une section qui s'attaque directement à notre convention collective et déchire une clause qui est là depuis longtemps, une clause de prime pour service public. Il s'agit en fait d'un salaire différé qui a été négocié en 1974. Lors de cette négociation, plutôt que de négocier une augmentation de salaire, nous avons négocié cette clause en vertu de laquelle un travailleur, au moment de partir à la retraite, reçoit une semaine de salaire par année de service jusqu'à concurrence de 26 années de service. La prime s'arrête là, elle ne continue pas au delà de la 26<sup>e</sup> année. C'est un montant que vous recevez à votre départ à la retraite. Vous ne l'obtenez pas si vous quittez votre emploi pour aller travailler ailleurs.

Donc, les aspects principaux sont le plafond salarial et la perte d'une prime qui fait partie de la convention collective, qui est en fait un article de la convention collective.

**FO :** En quoi consiste votre argumentation en cour face à cette loi ?

**JM :** La loi selon nous enfreint la section 2 de la *Charte des droits et libertés* qui concerne la liberté d'association et d'assemblée. Selon nous cette loi est de nature punitive car elle nuit gravement à la capacité de négocier des syndicats. La loi s'applique à tous les travailleurs du secteur public de Nouvelle-Écosse, soit environ 75 000 travailleurs, dont 8 000 fonctionnaires qui sont nos membres. Notre secteur du service civil est présentement en négociation et en préparation à l'arbitrage. Il est clair que les arguments qui vont être présentés en arbitrage vont être influencés par cette loi. Au moins 80 % des 75 000 travailleurs visés par la loi n'ont pas encore commencé leur négociations et ils vont devoir négocier selon les conditions prévues par la loi.

Nous essayons aussi de démontrer que la loi rend impossible de négocier à armes égales. L'employeur ne ressent aucune pression de négocier avec quiconque parce que les salaires sont déjà fixés par la loi. Habituellement les salaires sont l'aspect qui fait bouger les choses dans une négociation. L'employeur ne sentira pas le besoin de négocier avec quiconque. Il va juste chercher à faire accepter des concessions.



J'ai plaidé auprès du gouvernement pour qu'il présente la loi dans son ensemble devant le Tribunal d'appel pour y soumettre des questions. Le gouvernement a dit aux gens de Nouvelle-Écosse qu'il allait soumettre la loi au Tribunal d'appel. Nous avons appris quelques jours plus tard par le biais d'un journaliste que le gouvernement n'a pas soumis toute la loi au tribunal mais uniquement la partie qui selon lui va être déclarée constitutionnelle. Le gouvernement a soumis la partie de la loi



qui selon lui va passer le test constitutionnel mais pas la partie qui élimine une clause de notre convention collective. Le gouvernement n'a pas dit la vérité aux Néo-écossais quand il a dit qu'il allait soumettre la loi au tribunal. Selon nous le fait de soumettre une partie de la loi seulement ne va que créer de la confusion car la cour va passer un jugement sur quelque chose qui est détaché de son contexte. Le tribunal a besoin d'étudier la loi dans son ensemble pour réaliser qu'elle est inconstitutionnelle. Alors nous allons de l'avant. Nous avons déjà déposé notre avis d'intention. « Demeurez à l'écoute » car d'autres actions s'en viennent.

Je voudrais qu'ils retirent la loi 148 parce qu'ils savent bien qu'elle est inconstitutionnelle. Mais ils doivent au moins respecter leur engagement envers les gens de la province et soumettre toute la loi au Tribunal d'appel. Le processus devant ce tribunal est un processus accéléré. Nous obtiendrions une réponse d'ici 6 mois alors que nous pouvons attendre 6 ans dans le cas de notre propre contestation. Le processus est différent car le tribunal d'appel examine la cause et émet son jugement au gouvernement. Je veux que ce gouvernement tienne sa promesse. En plus de cela, il faut savoir que si le premier ministre McNeil prenait sa retraite aujourd'hui, il toucherait une prime de 89 000 \$. Il a droit à une allocation de transition et les députés y ont droit eux aussi alors qu'ils retirent la prime pour service public à tous les fonctionnaires de la province.

**FO :** Veux-tu dire quelque chose en conclusion ?

**JM :** Nous faisons face à un programme d'austérité qui est un nivellement par le bas. On se fait demander comment ça se fait que nous avons quelque chose si personne ne l'a. En fait, tout le monde devrait l'avoir, tout le monde devrait avoir une pension et toutes les choses du genre. C'est à cet ordre du jour que nous faisons face en ce moment.



---

## Québec

### Les paramédics en grève



**Le contingent des paramédics en grève à la manifestation du 1er Mai 2017 à Montréal**

Alors que leurs conventions collectives sont échues depuis le 31 mars 2015, les quelque 6000 paramédics du Québec sont maintenant en grève générale depuis mars dernier. Ils demandent des améliorations substantielles à leurs conditions de travail, qui sont les conditions mêmes de la livraison des services importants qu'ils dispensent. Afin d'améliorer ces services, les paramédics demandent l'abolition des horaires de faction dans les régions selon lesquels ils sont de faction à partir de la maison 24 heures par jour pendant sept jours après quoi ils sont en congé pour sept jours. Ils demandent aussi une charge de travail qui correspond réellement à ce qui peut être fait dans les conditions actuelles compte tenu des tâches toujours plus complexes qu'ils ont à effectuer et de l'insuffisance des effectifs. Ils demandent aussi les mêmes augmentations de salaires qu'ont été

capables d'obtenir les autres travailleurs du secteur public et parapublic et des améliorations à leur régime de retraite.

Le gouvernement du Québec rejette purement et simplement leurs demandes, s'appuyant sur sa loi en vertu de laquelle les paramédics doivent fournir tous les services pendant la grève mis à part les services administratifs. Le gouvernement s'est retiré des tables de négociation des paramédics en 2016, laissant la négociation dans les mains des associations d'employeurs qui gèrent leurs entreprises à partir des seuls fonds publics. Le gouvernement a directement nuí aux négociations en imposant des coupures de budgets et d'effectifs dans ce travail important. [1]

## **Entrevues**

### **Benoît Cowell, le président de la Fraternité des travailleurs et travailleuses du préhospitalier du Québec**

Benoît Cowell, le président de la Fraternité des travailleurs et travailleuses du préhospitalier du Québec (FTQ), qui représente 1000 paramédics, a dit que rien n'a bougé aux tables de négociation.

« On essaie de faire débloquent les discussions avec les employeurs et le gouvernement », a-t-il dit « Le gouvernement dit que les employeurs ont les mandats pour régler et les employeurs disent que non et que les contrats à budget ne leur permettent pas de régler. Les employeurs ont subi des coupures de 121 millions \$ dans leurs contrats à budget alors c'est certain que les entreprises privées ne veulent pas couper dans leurs profits. Ils coupent dans nos conditions. Nous faisons de la pression auprès du ministère de la Santé, du Conseil du Trésor, des ministres importants pour que des négociations véritables se tiennent. Rien n'a été mis sur la table depuis le printemps par les employeurs et le gouvernement. »

La Fraternité est aussi sous le coup d'une injonction temporaire, qui a été prolongée jusqu'en octobre, lui interdisant de manifester devant le bureau de circonscription du ministre de la Santé Gaétan Barrette ou sur le terrain sur lequel le bureau est situé. Une audience en cour aura lieu en octobre et la Fraternité va plaider pour que l'injonction soit retirée

### **Daniel Chouinard, président de la Fédération des employés du préhospitalier du Québec (FPHQ)**

Daniel Chouinard, dont la fédération comprend environ 1500 paramédics, s'est lui aussi entretenu récemment avec *Forum ouvrier* et a réitéré l'intention de la FPHQ de poursuivre la grève afin d'améliorer les conditions de travail et les services que les travailleurs fournissent.

« Le ministère de la Santé et les entreprises sont présentement en litige juridique par rapport aux contrats de services des entreprises », a-t-il dit, « et on entend dire qu'il n'y aura pas de nouvelle offre (aux paramédics) tant que le litige ne sera pas réglé à moins que le ministère et les employeurs de la CSAQ ne concluent une entente hors-cour.

« Nous avons intensifié nos moyens de pression depuis le début d'août. Nous avons notamment augmenté nos mesures de pression administrative visant à ne plus faire de facturation, à ne plus fournir l'information pour que l'employeur puisse faire sa facturation. Nous allons faire une campagne publique de distribution de pamphlets bientôt pour expliquer le conflit, pour expliquer que nous ne nous battons pas uniquement pour nos conditions de travail mais aussi pour la qualité du service. »

## **Note**

1. Les employeurs des paramédics comprennent notamment Urgences-Santé, qui est gouvernementale, et une multitude d'agences à contrat non gouvernementales (entreprises privées, organismes à but non lucratif et coopératives), représentées principalement par la Corporation des

services ambulanciers du Québec (CSAQ). La CSAQ a intenté un recours juridique contre le ministère de la Santé pour contester l'imposition des contrats de services avec coupures de budgets, ce qui fait que dans une très large mesure, les négociations sont au point mort.



---

## Entente de principe entre les paramédics et Urgences- Santé

Le Syndicat du préhospitalier de la Fédération de la santé et des services sociaux-CSN a annoncé récemment qu'une entente de principe est intervenue le 20 juillet dernier entre le syndicat et Urgences-Santé à Montréal et Laval. Cette entente comprend notamment un nouveau régime de retraite à prestations déterminées que le syndicat juge supérieur au régime de retraite actuel et des augmentations de salaire jugées satisfaisantes par le comité de négociation.

L'entente de principe ne pourra être soumise aux membres que si les autres syndicats du secteur préhospitalier obtiennent ce même régime de retraite car le régime de retraite est commun à tous les paramédics du Québec. L'entente de principe comprend aussi différentes améliorations des conditions au niveau local.

La FSSS-CSN représente environ 3600 travailleurs et travailleuses du secteur préhospitalier. Le syndicat essaie maintenant d'obtenir la même entente de principe en ce qui concerne les salaires et les pensions pour tous les paramédics qu'il représente à l'échelle du Québec. Il a aussi lancé l'appel aux autres syndicats du secteur préhospitalier à viser à obtenir la même entente de principe.

« Ce qu'on demande, c'est que les employeurs acceptent d'offrir les mêmes conditions de travail que celles négociées à Montréal pour l'ensemble de la province comme cela a toujours été le cas à l'égard des matières communes, soit la retraite et les salaires », a dit à *Forum ouvrier* Jean Gagnon, le représentant du secteur préhospitalier de la FSSS-CSN.



---

### Salaberry-de-Valleyfield

## Adoptez un gréviste de CEZinc



Les travailleurs de CEZinc manifestent devant l'endroit où se tient l'assemblée des actionnaires du Fonds de revenu Noranda à Toronto le 28 avril 2017

Le Syndicat des Métallos au Québec a annoncé le lancement d'une campagne « Adoptez un gréviste » pour soutenir les travailleurs de CEZinc en grève depuis le 12 février. C'est le directeur québécois du Syndicat des Métallos, Alain Croteau, qui en a fait l'annonce lors d'une action de solidarité avec les grévistes à Salaberry-de-Valleyfield le 28 juillet.

La campagne consiste à demander aux différentes sections locales des Métallos de l'ensemble du Canada de faire un don récurrent à un gréviste de CEZinc au montant et à la fréquence de leur choix, pendant toute la durée du conflit. Tous les districts du Syndicat des Métallos au Canada et toutes les sections locales sont mobilisés pour participer à l'effort.

« Bien sûr, nos secours de grève continuent à être distribués », a dit Alain Croteau. « Mais après six mois de conflit, la solidarité monte d'un cran. En ajoutant cette campagne à ce qui existe déjà comme secours de grève, l'employeur doit comprendre que le soutien à nos travailleurs ne cessera jamais de croître. Et nos travailleurs de la CEZinc sauront une fois de plus combien tous les métallos du Canada sont à leur côté, toujours prêts à les épauler jusqu'au bout ».

Les 371 travailleurs de CEZinc s'opposent aux demandes de concessions de la compagnie. Celle-ci veut introduire un système graduel de contributions des travailleurs au régime de retraite, qui équivalent à une coupure de salaires et à un transfert de ces montants au régime de retraite. La compagnie réduirait d'autant la valeur qu'elle met dans le régime de retraite. Cela abaisserait directement les salaires des travailleurs tout en augmentant la réclamation des propriétaires à la valeur nouvelle que les travailleurs produisent. La compagnie demande également que l'âge de départ des travailleurs à la retraite anticipée soit reporté dans le temps, bien que la retraite anticipée soit une nécessité pour ces travailleurs qui travaillent dans un environnement marqué par l'utilisation de produits hautement toxiques



Les travailleurs font valoir que le régime de retraite est entièrement solvable et même capitalisé à 114 %. Ils rejettent ces attaques contre un régime que les travailleurs de CEZinc ont bâti de haute lutte et qui doit rester en place pour eux-mêmes et les générations futures de travailleurs.

CEZinc est la propriété du Fonds de revenu Noranda. L'empire de courtage et minier anglo-suisse Glencore PLC possède 25 % du fonds et exploite l'affinerie. Glencore est aussi le fournisseur exclusif du concentré de zinc de l'usine et l'acheteur exclusif du métal de zinc que les travailleurs produisent. Glencore PLC est classé dixième sur la liste des plus grandes entreprises dans le monde de *Fortune Global 500*.

Les métallos en grève de CEZinc poursuivent aussi leurs actions d'appui aux luttes des travailleurs qui affrontent des problèmes et des demandes de concessions similaires aux leurs. Le 23 août, ils se sont rendus en Abitibi pour y appuyer une délégation de mineurs américains de la mine Lucky Friday de la compagnie Hecla Mining en Idaho. Ces mineurs sont en grève depuis 6 mois pour des enjeux de santé et de sécurité. Ils sont venus de l'Idaho pour rencontrer les travailleurs de la mine d'or Casa Berardi en Abitibi, elle aussi propriété de Hecla Mining.

Les travailleurs de CEZinc poursuivent également leur campagne internationale contre Glencore PLC. En mai dernier, avec l'appui d'autres syndicats internationaux, ils sont intervenus à l'assemblée des actionnaires de Glencore en Suisse pour faire valoir leur cause. Précédemment, à la fin avril, avec l'appui des Métallos de Hamilton et de Toronto, ils étaient intervenus à Toronto à l'assemblée des actionnaires du Fonds de revenu Noranda, pour présenter les faits relatifs à leur grève et inviter les actionnaires à faire pression sur le conseil d'administration en vue d'un règlement acceptable aux



travailleurs. Ils se préparent maintenant à aller en Colombie le 12 septembre pour y appuyer d'autres travailleurs de Glencore.

La campagne « Adoptez un gréviste » lancée par les Métallos montre leur résolution à poursuivre leur grève avec vigueur et détermination pour forcer la compagnie à retirer ses demandes de concessions antiouvrières.



Manifestation des travailleurs de CEZinc à Salaberry-de-Valleyfield le 29 mars 2017



---

### Colombie-Britannique

Appuyons les travailleurs de la Croix Bleue du Pacifique!

## « Mon intégrité n'est pas à vendre! » -- Une travailleuse de la Croix Bleue en lock- out

- Anne Jamieson -



Depuis le 6 juillet, les travailleurs de la Croix Bleue du Pacifique (PBC), membres de la section locale 1816 du Syndicat canadien de la fonction publique (SCFP), sont en lock-out. Un travailleur en lock-out sur la ligne de piquetage rapporte qu'un tribunal de la Colombie-Britannique a émis une



injonction contre les syndiqués le vendredi 18 août. L'injonction leur interdit de se rassembler autour des voitures qui transportent les scabs qui traversent la ligne de piquetage.

Les travailleurs en lock-out rapportent que les employeurs refusent de négocier de bonne foi une nouvelle convention collective. Lors de la séance du 18 août, ils ont refusé de bouger d'un pouce de leur demande antiouvrière de voler aux membres actuels et retraités du SCFP leurs avantages sociaux à la retraite et d'autres avantages sociaux durement acquis.

Les événements ont pris une tournure bizarre lorsque le jour même où le tribunal a ordonné aux travailleurs en lock-out de ne pas harceler les scabs, la Commission des relations de travail de la Colombie-Britannique a statué que la direction de la PBC doit « cesser et s'abstenir » d'avoir recours à des scabs. Les employeurs désobéissent à cette directive avec l'aide des tribunaux. Une travailleuse sur la ligne de piquetage a dit : « Ils ne se donnent même pas la peine de les faire rentrer (les scabs) à 11h30 le soir ou 2h du matin. Ils le font en plein jour, en nous narguant. Ils ont de leur côté le plein poids des tribunaux, de la police, de la GRC et des cours suprêmes, alors que nous n'avons pratiquement rien », a-t-elle déclaré. « La Commission des relations du travail n'a pas de mécanisme pour faire respecter ses décisions. »

« Bienvenue dans le monde du capitalisme ! » a dit un autre piqueteur.

« Oui, nous savons cela, mais il faut le vivre personnellement pour le réaliser ! » a dit une autre. « Pas question d'abandonner. Mon intégrité n'est pas à vendre ! »

Les piqueteurs ont exprimé leur déception face à certains anciens syndiqués qui sont maintenant membres du conseil d'administration de PBC, dont un ancien membre du SCFP. Les travailleurs sur la ligne de piquetage ont dit que ces individus n'ont pas appuyé les membres de la section locale 1816 du SCFP et n'ont fait qu'« aider à répandre la propagande antiouvrière du pdg de PBC, Jan Grude. »

Ces anciens syndiqués qui siègent sur le conseil d'administration ont choisi de faire partie de l'élite dominante et d'agir pour saper la résistance des travailleurs à la défense de leurs droits. Ils promeuvent au sein de la classe ouvrière l'idéologie pourrie des gens au pouvoir. Les piqueteurs ont rejeté de façon militante toute association avec ceux qui trahissent leurs camarades de travail et leur classe. Ils ont dénoncé publiquement la lâcheté et la trahison de ceux qui siègent sur le conseil d'administration.



**Les membres du BCGEU se joignent aux piqueteurs de la Croix Bleue le 12 juillet 2017.**

Contrairement à la trahison éhontée de certains, les piqueteurs qui marchent sur les trottoirs devant l'édifice de la Croix Bleue du Pacifique entendent constamment le bruit des klaxons des conducteurs des voitures et des camions qui passent sur les avenues achalandées de Canada Way et de Gilmore pour exprimer leur ferme appui aux travailleurs en lock-out. Chaque semaine, de nouvelles affiches ornent la tente de la section locale 1816 du SCFP qui sert de quartier général pour les membres d'autres syndicats et associations qui se sont joints à la ligne de piquetage en appui aux travailleurs

en lock-out, notamment les syndicats ILWU, ATU, VDLC et l'Association des enseignants du collège Douglas.

## **La lutte des travailleurs de la Croix Bleue du Pacifique est la lutte de tous les travailleurs**

Le Conseil du travail de New Westminster a organisé une ligne de piquetage en appui aux plus de 600 travailleurs de la Croix bleue du Pacifique qui ont été mis en lock-out par leur employeur le 6 juillet. Les membres de la section locale 1816 du Syndicat canadien de la fonction publique (SCFP) sont sans contrat depuis l'automne dernier. Leurs efforts pour négocier une nouvelle convention collective avec les employeurs ont été confrontés à de l'intransigeance, à des demandes de concessions et des mesures punitives lorsque les travailleurs ont décidé de prendre des mesures pour défendre leur juste position qu'il ne faut pas toucher aux avantages sociaux à la retraite.

Le 20 juillet des membres d'autres syndicats ont participé à la ligne de piquetage de solidarité, apportant des bannières et des provisions alimentaires pour les travailleurs en lock-out. Parmi eux, il y avait le ILWU (Syndicat international des débardeurs et magasiniers), le BCGEU (Syndicat des employés du gouvernement de la Colombie-Britannique), le SCFP (Syndicat canadien de la fonction publique), le STTP (Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes), la ITF (Fédération internationale des ouvriers du transport), le HEU (Syndicat des employés d'hôpitaux), la BCNU (Syndicat des infirmières de Colombie-Britannique), la HSA (Association des sciences de la santé) et d'autres syndicats de même que des représentants du Conseil du travail du district de Vancouver.

Le jour où la compagnie a annoncé le lock-out, Beth Miller, la présidente de la section locale 1816 du SCFP a dit : « Le syndicat ne se fera pas dicter sa stratégie par l'employeur. Si l'employeur choisit de mettre nos membres en lock-out, nous allons organiser des lignes de piquetage devant les bureaux de l'employeur. » En effet, les travailleurs ont organisé à Burnaby des lignes de piquetages quotidiennes 24 heures sur 24 devant le siège social de PBC au coin de Canada Way et Gilmore..

Le président du SCFP-Colombie-Britannique, Paul Faoro, a dit lors du rassemblement en appui aux grévistes qu'« il est absolument honteux que cet employeur essaie non seulement de retirer les avantages sociaux à la retraite de ces travailleurs mais qu'il les punisse parce qu'ils cherchent à obtenir une entente équitable. En plus de leur refuser des congés de maladie et de ne plus percevoir leurs cotisations syndicales, il les met en lock-out ce qui est vraiment inacceptable. Il s'agit évidemment d'une forme de représailles face aux actions des syndiqués. »

À la ligne de piquetage de solidarité du 20 juillet, plusieurs syndicats ont apporté des bannières et des messages d'appui aux travailleurs en grève et en lock-out qui résistent au programme impérialiste de l'élite dominante. Une grande bannière de la Fédération Internationale des ouvriers du transport (ITF) disait : « Non aux tentatives de briser les syndicats dans les ports ! » Pour les travailleurs du secteur des transports, il est clair que leurs demandes de justice dans les ports et les corridors de transport vont de pair avec la résistance des travailleurs de la Croix Bleue du Pacifique au programme impérialiste d'austérité et aux attaques contre les droits des travailleurs.

Cette manifestation d'appui aux travailleurs est l'expression de la détermination de tous à s'organiser pour résister à la vague actuelle d'attaques contre les droits des travailleurs et contre la société. Les conducteurs des voitures et des camions qui sont passés devant la manifestation ont klaxonné en appui aux piqueteurs comme ils le font chaque jour en appui aux lignes de piquetage devant les bureaux de la PBC. Les travailleurs de la PBC et leurs alliés sont déterminés à mener cette lutte jusqu'à son juste dénouement.



# Le recours aux «services essentiels» et aux «consultants» pour briser les grèves

Certaines dispositions de l'ancienne convention collective de la Croix Bleue du Pacifique (PBC) autorisent un certain nombre de travailleurs à travailler dans des services essentiels pendant la durée d'une grève. Les employeurs de PBC se servent de ces dispositions pour briser la grève des travailleurs de PBC et affaiblir leur juste lutte.

Le libellé de la convention prévoit le recours à certains services d'urgence comme ceux des paramédics et des infirmières par exemple, mais la notion de service essentiel en est venue à inclure tout travail que l'employeur juge essentiel pour que la compagnie puisse continuer à opérer pendant la grève. La compagnie prétend que certains bénéficiaires de prestations couverts par le régime d'assurance du PBC doivent recevoir leur chèque sans délai. Cette soi-disant préoccupation de l'employeur envers des bénéficiaires de prestations sonne faux compte tenu du mépris de la compagnie pour le bien-être de ses travailleurs et de leurs familles et celui de ses retraités.



En plus de forcer certains travailleurs à continuer de travailler pour assurer les services essentiels, la compagnie fait entrer des briseurs de grève au travail en prétendant que ce sont des consultants. Cela montre bien le mépris de la compagnie pour les gens qui travaillent et pour ceux qui ont déjà travaillé mais qui sont maintenant à la retraite et menacés de perdre leurs prestations.

Ceux qui contrôlent présentement la compagnie semblent penser qu'ils peuvent violer avec impunité à peu près tous les tenants du *modus vivendi* qui avait été inscrit dans des conventions collectives signées avec les travailleurs. Cette forme d'intransigeance impérialiste et de négation des droits des travailleurs a néanmoins frappé un mur, celui de la résistance de la classe ouvrière !

## L'intransigeance des directeurs et des gestionnaires de Blue Cross

Sans nouveau contrat depuis près d'un an, les membres de la section locale 1816 du SCFP ont voté à 95 % en faveur de la grève lorsqu'il est devenu clair que les employeurs n'étaient pas intéressés à négocier de bonne foi. En dépit des meilleurs efforts de l'équipe de négociation de la section locale, les employeurs ne cessaient de ramener sous différentes formes les mêmes demandes insensées de couper dans les avantages sociaux des travailleurs à la retraite.

Cherchant à atteindre un équilibre dans la convention collective qui leur serait favorable, les membres du syndicat ont eu recours à diverses tactiques y compris la grève du zèle et des grèves rotatives dans différents départements. La réponse de la compagnie a été de rendre la vie difficile aux travailleurs. Elle a notamment annoncé la fin des horaires flexibles. Les horaires flexibles permettent aux travailleurs ayant des responsabilités parentales de travailler 7 heures sur une période de 12 heures pour prendre soin des enfants et faire face à d'autres exigences.

La Croix Bleue du Pacifique a intensifié ses attaques contre les travailleurs en ayant recours à un lock-out le 6 juillet. La compagnie continue de faire rentrer des scabs « consultants » pour faire le travail avec le personnel de direction qui accomplit les tâches des travailleurs tout en obligeant, en surcroît, les travailleurs jugés essentiels à travailler.

Les travailleurs sont déterminés à empêcher la compagnie d'imposer sa demande de concessions. Appuyons la juste lutte des travailleurs de la Croix Bleue du Pacifique!





---

## Défendre les avantages sociaux des retraités de la Croix Bleue du Pacifique, c'est défendre les droits de tous



La lutte des travailleurs de la Croix Bleue du Pacifique à la défense de leurs droits est très méritoire parce qu'ils n'ont pas cédé à la demande de l'employeur de couper dans les avantages sociaux des retraités. Lorsque les monopoles s'attaquent aux conventions collectives, ils le font souvent morceau par morceau en s'en prenant d'abord aux avantages sociaux des retraités qui semblent être des cibles faciles puisqu'ils ne peuvent plus retirer leur capacité de travailler.

Selon la conception du monde impérialiste, les années productives des travailleurs et leurs années à la retraite sont deux choses séparées. Selon cette position antisociale, la vie des travailleurs ne constitue pas un tout de leur naissance à leur décès. Une fois à la retraite, raisonnent les impérialistes, les travailleurs ne possèdent plus aucune valeur pour les monopoles et doivent être laissés à la dérive, à l'écart de leurs collègues toujours membres actifs de la classe ouvrière. C'est la tactique habituelle de diviser pour régner mais cette tactique échoue lorsque la classe ouvrière refuse d'être divisée.

La lutte des travailleurs de la Croix Bleue du Pacifique se mène en défi des impérialistes qui pensent pouvoir agir en toute impunité dans leurs attaques contre les droits des travailleurs. La résistance des travailleurs de PBC est importante car elle défend l'unité et les droits de toute la classe ouvrière dans l'immédiat et pour l'avenir. Par leur lutte, les travailleurs expriment la volonté et la nécessité d'organiser en vue d'une nouvelle direction pour l'économie et la société où les impérialistes sont privés de leur pouvoir de diviser pour régner et de contrôler la vie des travailleurs.

***Défendons la dignité de tous les travailleurs actifs et à la retraite !  
Appuyons la juste lutte des travailleurs de la Croix Bleue du Pacifique, membres de la  
section 1816 !***



# La restructuration Blue-Cross/Blue Shield aux États-Unis: un signe de ce qui s'en vient?

Pendant que les employeurs de PBC exigeaient des concessions de l'équipe de négociation du syndicat, le PDG de la compagnie Jan Grude annonçait que la santé financière de la compagnie n'avait « jamais été aussi bonne ». Le nouveau PDG de PBC est originaire des États-Unis ce qui laisse présager que le modèle que Grude tente d'imposer à la compagnie et à ses employés est le même que celui de Blue Cross/Blue Shield aux États-Unis.

Dans la version américaine de l'assurance-santé, les services sont gérés de façon semblable à ceux de Medicare au Canada. Blue Cross/Blue Shield était officiellement à but non lucratif jusqu'à 1994 lorsque la compagnie a modifié ses règlements et autorisé ses titulaires de permis à devenir des sociétés à but lucratif. Depuis ce temps-là, on a été témoin de la vente en bourse du capital-actions de la compagnie et des profits massifs ont été engrangés. La Health Care Service Corporation, la compagnie mère de Blue Cross/Blue Shield dans certains États, a déclaré que les bénéfices de l'entreprise ont presque doublé en 2010, atteignant 1,09 milliard \$, suivis de quatre années consécutives de profits de plusieurs milliards. Ces profits d'entreprises privées dans le secteur de l'assurance-santé sont obtenus aux dépens des conventions collectives, des conditions de travail et des avantages sociaux à la retraite des travailleurs qui dispensent le service. À la Croix Bleue du Pacifique au Canada, les travailleurs et les retraités font face à ce même ordre du jour antisocial impérialiste des riches contre les travailleurs et les retraités.



---

**NUMÉROS PRÉCÉDENTS | ACCUEIL**

**Site web: [www.pccml.ca](http://www.pccml.ca) Email: [forumouvrier@cpcml.ca](mailto:forumouvrier@cpcml.ca)**